



Résolution Adoptée

Garantir notre approvisionnement en énergie et une croissance intelligente verte Pour une nouvelle politique énergétique socialiste

1 - Principes d'une approche socialiste pour une nouvelle politique énergétique

L'augmentation des prix de l'énergie et les conséquences évidentes sur notre climat soulignent à quel point il est urgent de définir une nouvelle stratégie énergétique pour l'Europe et pour notre planète. Les socialistes et sociaux-démocrates européens estiment que cette nouvelle stratégie doit se centrer sur cinq défis différents mais interdépendants :

- **Elle doit aborder les changements climatiques et la politique énergétique dans une perspective intégrée.**
- **Elle doit aborder les problèmes liés à la sécurité d'approvisionnement**
- **La nouvelle stratégie doit être fondée sur le principe de durabilité**
- **Elle doit se centrer sur les opportunités économiques que représente ce défi mondial en développant de nouvelles politiques industrielles cohérentes d'un point de vue environnemental.**
- **Le but de la nouvelle stratégie doit être la création d'un marché européen commun de l'énergie basé sur le principe de la solidarité et de la coopération au sein de l'Union européenne.**

Les libéraux et les conservateurs croient que la libéralisation des marchés est la seule réponse à nos problèmes énergétiques et climatiques. Mais nous pensons qu'il est grand temps d'élaborer une stratégie à long terme et de lancer une action politique immédiate.



Ils évitent de s'engager clairement en faveur d'une stratégie de lutte contre les changements climatiques ; nous, les socialistes et sociaux-démocrates d'Europe, nous nous engageons à atteindre des objectifs ambitieux parce que nous pensons que l'énergie est le problème le plus urgent de notre époque.

Nos opposants conservateurs et libéraux n'offrent pas de solution alternative viable aux sources d'énergies essentiellement fossiles que nous utilisons pour l'instant. L'élément central de notre stratégie socialiste dans le domaine de l'énergie, par contre, sont les sources d'énergie renouvelables et l'investissement dans l'efficacité énergétique. Ils sont non seulement essentiels si nous voulons honorer nos engagements en matière de changements climatiques, mais ils nous aideront aussi à améliorer notre sécurité d'approvisionnement.

Le PSE croit que l'instabilité qui affecte la plupart des régions d'où provient l'énergie ne peut être résolue qu'en s'attaquant à ses causes fondamentales. Le développement socioéconomique, la bonne gouvernance, et les accords équitables sont de bien meilleures garanties d'un approvisionnement sûr en énergie que les mesures uniquement militaires et politiques que proposent bon nombre de conservateurs.

Alors que les libéraux et les conservateurs utilisent une rhétorique populiste face à ceux qui ne peuvent faire face aux augmentations des prix de l'énergie, pour les sociaux-démocrates et socialistes, la dimension sociale de la politique énergétique est aussi importante que la dimension économique, environnementale et de sécurité. Les prix élevés des combustibles et de l'électricité frappent le plus durement les ménages défavorisés, qui se retrouvent avec des factures de chauffage et d'électricité très élevées et parfois même impayables et sont confrontés à une augmentation des coûts des transports publics et privés.

Les intérêts des consommateurs et une redistribution socialement juste des ressources d'énergie doivent être au centre de toute politique énergétique future. Nous avons la responsabilité de garantir la sécurité énergétique ainsi que des conditions de disponibilité et d'accessibilité à l'énergie et des prix tolérables et prévisibles. Le PSE demande instamment aux états membres de l'UE d'aider les groupes les plus défavorisés de la population à faire face aux prix élevés de l'énergie. Chaque état membre doit trouver des solutions dans le cadre de sa propre politique sociale.

Dans un futur proche, nous devons encore utiliser des combustibles fossiles. Toutefois, nous devons le faire de façon bien plus efficace et propre. L'Europe a besoin d'une stratégie de croissance intelligente verte pour satisfaire ses ambitions environnementales et arriver à une sécurité d'approvisionnement énergétique. Les investissements dans les technologies avancées en matière de production et de distribution d'énergie et d'innovation en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables sont nécessaires afin de maintenir l'avantage compétitif de l'Europe. La lutte contre les changements climatiques et pour mettre fin à notre dépendance vis-à-vis du pétrole peut être une opportunité de plus pour créer des emplois qualifiés en Europe.



Le PSE propose des objectifs clairs et réalistes et non des promesses en l'air. Bien sûr, les états membres ont le droit de décider de leur propre politique énergétique et de faire leur propre choix quant aux énergies utilisées selon leurs besoins et leur situation. Toutefois, le PSE envisage une approche énergétique européenne commune.

Notre approche est définie par une pensée sur le long terme par opposition aux profits à court terme et à la recherche du lucre à tout prix. Nous poursuivons une stratégie de la croissance intelligente verte fondée tant sur des marchés opérationnels que sur une intervention innovatrice de l'état.

2 - Eléments d'une nouvelle stratégie socialiste et sociale-démocrate de l'énergie en Europe

Faire face aux changements climatiques

Les changements climatiques sont le problème le plus urgent. La sensibilité publique en matière des changements climatiques augmente plus rapidement que la température moyenne mondiale. D'énormes défis se posent à nous. Il est nécessaire de lancer immédiatement des actions d'un bon rapport coût-performance afin de mitiger les effets de l'activité humaine sur le climat de notre planète. Nous devons agir dès à présent afin de revoir la production et la consommation d'énergie de façon à réduire la formation de dioxyde de carbone et d'autres émissions de gaz à effet de serre dangereux.

L'UE doit prendre la tête de la lutte contre les changements climatiques. Elle doit se fixer des objectifs quantifiés à long terme sur une réduction des émissions pour la période Bon nombre des signataires de Kyoto ne sont pas sur la bonne voie par rapport aux engagements qu'ils ont pris. Seuls quelques pays travaillent dans le sens d'objectifs ambitieux à long terme afin de réduire les émissions. Les partis membres du PSE s'engagent à atteindre les objectifs de Kyoto et demandent instamment aux états membres de respecter leurs engagements.

L'utilisation efficace de l'énergie, les sources d'énergie renouvelables qui génèrent bien moins de gaz à effet de serre et l'introduction d'une production énergétique basée sur les combustibles fossiles mais plus propre sont des conditions sine qua non pour arriver aux objectifs de Kyoto.

Comme le soulignent les conclusions du Sommet du printemps 2006 de l'Union européenne, il faut arriver à une réduction de 15% à 30% des gaz à effet de serre dans l'UE à l'horizon 2020 si cette dernière veut respecter son engagement et rester en deçà d'une augmentation de 2°C de la température moyenne au-dessus des niveaux préindustriels pour 2020.

Il est essentiel d'atteindre l'objectif ultime de la Convention de l'ONU sur les changements climatiques et Kyoto n'est qu'une première étape. Toutefois, les efforts de l'Europe ne suffiront pas sans le soutien des USA, de la Chine et d'autres pays qui ne participent au système de marché d'émissions. Nous



avons besoin d'objectifs contraignants pour les pays les plus responsables des émissions.

Le système des marchés d'émissions est un instrument clé pour atteindre les objectifs de Kyoto. Les marchés d'émissions peuvent être un moyen efficace de réduire les émissions de dioxyde de carbone dans le secteur commercial mais à condition que des quotas d'émissions soient établis de façon très rigoureuse. Son développement est un instrument permettant notre transition vers un système énergétique européen durable avec un impact faible sur le climat.

Le fait de mettre un prix sur le carbone permet de sensibiliser les citoyens sur le véritable coût des émissions de CO₂. Par conséquent, un engagement à long terme est nécessaire pour préserver et étendre le système de marchés d'émissions. Il s'agit non seulement de maintenir ce système mais aussi d'offrir une plus grande certitude aux investisseurs et producteurs. Un objectif central de la politique internationale est de préparer la période post-Kyoto, qui se termine en 2012. Notre objectif est d'avoir l'adhésion de tous les pays en faveur d'une politique de réduction des émissions afin d'endiguer les changements climatiques.

Le marché des émissions doit être étendu au niveau international et doit être maintenu pour une période de 20 ans et inclure tous les secteurs pertinents, avec une évaluation des impacts.

En même temps, le système des marchés d'émissions doit être harmonisé et simplifié. Il lui faut plus de transparence, plus de précision dans les données afin d'éviter les échanges abusifs d'émissions ou encore une plus grande enchère des crédits d'émissions. Il faut définir un plafond pour le commerce des certificats ainsi que sur la possibilité d'avoir recours au mécanisme de développement propre et au mécanisme de mise en œuvre conjointe dans des pays tiers.

L'Union européenne doit encourager le développement d'une méthode bon marché de capture et de stockage de carbone par rapport au charbon, au gaz et au pétrole. La décision par la coalition rouge-verte en Norvège de financer conjointement avec l'industrie une usine de capture de carbone pleinement opérationnelle pour une nouvelle centrale électrique et de chauffage est un exemple sans précédent en ce sens. **Pour 2020, il faudrait disposer de 10 centrales de démonstration dans l'UE.**

Garantir l'approvisionnement énergétique en Europe

Un consensus se dégage quant au besoin de définir une approche commune face aux défis qui se posent à nous, si le choix des énergies utilisées dans chaque état membre reste une question de souveraineté nationale. **La sécurité d'approvisionnement à des prix tolérables et prévisibles doit devenir un objectif politique majeur pour l'UE**, afin d'éviter les risques de coupure de l'approvisionnement et les variations abruptes des prix.



L'économie d'énergie et l'utilisation plus efficace des ressources énergétiques nationales réduiront la dépendance de l'UE par rapport aux importations de pétrole. L'objectif ambitieux des sociaux-démocrates suédois pour une Suède sans pétrole pour 2020 peut servir de modèle pour l'Europe. **L'UE doit adopter un calendrier pour la réduction de la dépendance par rapport aux énergies fossiles sur les prochaines décennies.**

La sécurité d'approvisionnement énergétique doit devenir un élément constitutif de la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE, à l'instar des politiques de développement et commerciale. L'UE doit utiliser tout son poids collectif dans les dialogues avec les principaux fournisseurs d'énergie, dans le but de conclure des partenariats et des accords de coopération énergétique viables sur le long terme. Il est indispensable en ce sens d'avoir une **stratégie commune** dans les relations avec ces pays et régions, au lieu d'avoir des approches nationales disparates de la part des états membres. Par ailleurs, la coopération transatlantique doit être approfondie. L'UE et les Etats-Unis dépendent des importations d'énergie et en même temps, ils disposent des meilleures ressources économiques et technologiques pour trouver des solutions communes pour améliorer leur sécurité énergétique.

Les accords de partenariat et de coopération doivent être mutuellement bénéfiques, en particulier avec les pays fournisseurs tels que la Russie et l'Algérie, avec lesquelles l'UE est interdépendante. La Norvège occupe une place particulière en tant que fournisseur stratégique de taille de l'Europe en matière d'énergie : en effet, elle participe pleinement au marché énergétique interne à travers l'accord EEE. Les accords avec les fournisseurs d'énergie d'Europe doivent nous aider à créer des cadres réglementaires stables mais ouverts dans les pays fournisseurs et à promouvoir des investissements massifs nécessaires dans les infrastructures d'exploitation et de transport pour garantir l'approvisionnement à long terme. Ils doivent s'accompagner d'autres accords avec les pays de transit afin de disposer de divers oléoducs et gazoducs sûrs. Les partenariats et accords doivent également être utilisés comme une opportunité pour promouvoir l'agenda environnemental de l'UE – en établissant une coopération sur les énergies renouvelables et en faisant la promotion des économies d'énergie et de l'efficacité énergétique au niveau international. Nous avons besoin d'un **nouveau dialogue énergétique mondial** qui contribue à stabiliser les marchés mondiaux de l'énergie et à les rendre plus sûrs et transparents.

L'UE et ses états membres doivent garantir que leurs relations diplomatiques, d'aide au développement et commerciales avec les pays fournisseurs encouragent la transparence fiscale, la bonne gouvernance et le rôle de la société civile locale comme gardienne d'une gestion des recettes de l'énergie. Il est essentiel d'endiguer la corruption et la mauvaise gestion des revenus de l'énergie, qui peuvent déstabiliser ces pays, miner leur développement durable et fomenter l'instabilité qui constitue une menace pour la sécurité d'approvisionnement en énergie.



La coopération avec les pays en développement qui dépendent des importations d'énergie doit promouvoir les investissements dans une production d'énergie nationale écologiquement durable. Leur accès aux importations énergétiques doit être préservé et en même temps, il faut éviter une concurrence nocive entre eux et les pays développés.

Investir dans l'efficacité énergétique

Le développement durable exige une **troisième révolution industrielle**. Ses éléments clés sont l'efficacité énergétique et l'utilisation intelligente des ressources. Nous devons comprendre que les problèmes des sociétés industrielles ne peuvent être résolus que par les instruments dont elles disposent. Le potentiel économique des changements structurels qui s'avéreront inévitables pour arriver à une économie écologiquement viable est énorme. Une nouvelle croissance, les nouveaux produits et les nouvelles technologies déboucheront sur la création de nouveaux emplois. Nous devons investir dans des politiques industrielles écologiques pour y arriver. Ainsi, nous adapterons nos structures industrielles aux défis environnementaux et économiques du futur.

La troisième révolution industrielle repose sur de nouveaux secteurs de pointe : les nouvelles technologies dans la production d'énergie et les centrales électriques ; le recyclage et la gestion des déchets ; le transport et la mobilité ; l'approvisionnement en eau et le traitement des eaux usagées ; l'ingénierie environnementale et des systèmes ; l'efficacité énergétique. L'état, à travers ses politiques énergétiques et environnementales, doit jouer un rôle clé et doit investir et innover dans ces domaines.

L'efficacité énergétique est le moyen le plus facile et le plus rapide de faire face aux changements climatiques et de réduire notre dépendance par rapport au pétrole. Par conséquent, elle devrait être une mesure prioritaire dans toute politique énergétique. L'UE pourrait épargner au moins 20% de son utilisation actuelle d'énergie dans les bâtiments, les transports et l'industrie, avec d'énormes bénéfices pour les entreprises ainsi que pour les consommateurs et en prime, la création de centaines de milliers de nouveaux emplois. Pour arriver ne fût-ce qu'à la moitié de cette réduction de la consommation, il suffirait de changer tout simplement la législation existante. L'autre moitié exigerait des solutions innovatrices.

Les politiques de recherche et de développement énergétique de l'UE et de ses états membres doivent passer par un processus de réévaluation si nous voulons qu'elles relèvent les défis de la nouvelle réalité énergétique mondiale. Le prochain sommet de printemps de mars 2007 doit garantir que la future politique énergétique de l'Europe soit sous-tendue par une ambitieuse stratégie de R&D.

L'UE peut déjà se baser sur une série de textes législatifs relatifs à l'efficacité énergétique – sur les bâtiments, l'eco-design, l'efficacité énergétique de l'utilisateur final et l'étiquette-énergie des appareils électroménagers. Comme première étape vers une plus grande efficacité énergétique, les états membres doivent mettre en œuvre les directives existantes sans plus attendre.



Même si les prix élevés de l'énergie sont un argument de plus en faveur des économies d'énergie, une action politique est nécessaire pour atteindre les résultats nécessaires. **Cela exige la pleine participation des niveaux de gouvernance les plus proches des citoyens, c'est-à-dire des autorités locales et régionales.** Tous les états membres ont besoin d'une contribution coordonnée du secteur public en matière de R&D afin de promouvoir le développement et l'application d'une technologie permettant les économies d'énergie.

La Commission européenne a lancé un **nouveau Plan d'action sur l'efficacité énergétique**. Les partis membres du PSE appuient les principaux éléments de ce plan. Les éléments politiques clés en sont :

- **Produits énergétiquement efficaces** : L'opinion publique est de plus en plus sensible aux thèmes environnementaux, augmentant ainsi la disponibilité du consommateur à changer ses habitudes. De plus en plus de personnes font des choix personnels guidés par leur volonté de réduire par exemple la pollution atmosphérique. Du point de vue du consommateur, outre le chauffage chez soi, les décisions majeures à prendre sont liées aux transports et aux appareils électroménagers. Les institutions européennes et les gouvernements nationaux doivent soutenir ce changement d'attitude des consommateurs. Les consommateurs ont besoin de transparence pour faire le bon choix. Les autorités nationales et européennes doivent leur donner le pouvoir de choisir moyennant une réglementation adéquate.

Il faut développer une nouvelle technologie permettant une communication dans les deux sens entre les ménages et les fournisseurs d'électricité afin d'utiliser les appareils électroménagers durant les heures de faible demande et par conséquent, de réduire les prix et la demande aux heures de pointe.

L'étiquette-énergie et les services pour une efficacité énergétique de l'utilisateur final aident les consommateurs à faire le bon choix et les encouragent à utiliser des appareils qui consomment moins. A l'avenir, nous aurons besoin d'une analyse plus claire de la consommation d'énergie de tels appareils sur l'ensemble de leur cycle de vie.

- **Bâtiments, planification et construction** : La consommation d'énergie des bâtiments peut être réduite de 25% pour 2020, ce qui réduirait la consommation d'énergie finale totale en Europe de quelque 11%. Le potentiel d'économie d'énergie est énorme en particulier dans les nouveaux états membres, en ce qui concerne le logement et l'infrastructure urbaine à développer. Le fonds européen pour le développement régional et d'autres programmes européens peuvent être utilisés en ce sens.



Pour les sociaux-démocrates, il est inacceptable que les familles et les individus à faibles revenus ne puissent procéder à des économies substantielles d'énergie chez eux, leur permettant de réduire leur facture d'électricité ou de gaz et faire face aux éventuelles augmentations de prix. Les états membres de l'UE doivent suivre l'exemple britannique et les aider dans cet objectif.

Les sociétés en Europe doivent faire des choix et notamment mettre en place une structure communautaire plus cohésive. L'échec de la politique foncière, en particulier dans les grandes zones urbaines, se reflète dans la centralité de la voiture dans nos sociétés et dans le nombre croissant de chauffages électriques. Au cours des prochaines années, la politique sociale doit accorder une place prépondérante à une structure de communauté écologiquement efficace et homogène qui facilite l'expansion de réseaux de chauffage pour le district. Une politique d'urbanisme durable au niveau des villes et des municipalités est essentielle si nous voulons réduire les transports inutiles et arriver à des systèmes de chauffage plus efficaces. Le rôle des niveaux locaux et régionaux de gouvernance doit être pris en considération dans le travail de sensibilisation ainsi que de définition et de mise en œuvre de mesures d'économies d'énergie.

- **Transport:** Le secteur du transport est responsable de 60% de la consommation de pétrole en Europe. Si les tendances actuelles se poursuivent, la consommation de pétrole dans ce secteur devrait augmenter d'au moins 30% d'ici 2030. Le secteur du transport offre encore et toujours un important potentiel d'économie d'énergie et d'augmentation de l'efficacité de l'énergie utilisée, outre le fait qu'il est urgent de réduire les émissions de CO2 selon le protocole de Kyoto.

Afin d'atténuer les impacts négatifs du transport sur l'environnement et l'énergie, il faut renforcer les solutions alternatives écologiquement viables au transport routier – comme le transport ferroviaire, par canaux et rivières et le transport maritime. Afin d'y arriver, nous avons besoin de règles de concurrence justes entre les différents modes de transport. De plus, il existe de nombreuses possibilités d'augmenter la production de biocarburants au niveau national pour utilisation dans le domaine du transport dans les secteurs de la foresterie et de l'agriculture.

Il faut définir une nouvelle législation et des avantages fiscaux au niveau national pour promouvoir les modes de transport les plus efficaces du point de vue énergétique et les plus propres ; le PSE soutient les objectifs du Plan d'action européen pour l'efficacité énergétique visant à introduire une législation contraignante pour le secteur automobile afin qu'il réduise les émissions de carbone à 120 grammes par km à l'horizon 2012 pour la flotte automobile des entreprises, avec un objectif encore réduit pour 2020. Il est urgent également d'adopter des réglementations pour un transport aérien plus propre et pour une réduction des émissions dans le secteur maritime.



En encourageant la production de carburants alternatifs tirés de la biomasse, nous réduirons la dépendance de l'UE par rapport au pétrole, contribuant ainsi de façon significative à la réduction des émissions du CO2.

- **Améliorer la production d'énergie** : La production d'énergie requiert un tiers de l'énergie primaire. L'efficacité moyenne pour la génération d'électricité est à peu près de 40% à l'heure actuelle. Une nouvelle génération de la capacité énergétique nous permettrait d'arriver à une efficacité proche des 60%. Les pertes de transmission et de distribution d'électricité, qui représentent jusqu'à 10%, peuvent également être réduites. L'Union européenne et ses états membres doivent créer les conditions favorables pour l'investissement dans cette nouvelle génération de centrales électriques.
- **La prise de conscience des consommateurs est un élément clé** pour introduire davantage d'appareils plus efficaces et réduire la consommation d'énergie dans les bâtiments et le transport. Il faut organiser des campagnes de sensibilisation publique. Il est important d'informer l'opinion publique des plans nationaux relatifs à l'efficacité énergétique, qui seront obligatoires à partir de 2007, et ce, le plus largement possible dans tous les états membres.

Les choix individuels des citoyens dans le domaine de l'énergie peuvent être influencés par la « culture énergétique » de leur communauté locale. Encore une fois, le rôle de la gouvernance locale et régionale est un élément clé pour promouvoir une sensibilisation de l'opinion publique ainsi que faciliter l'efficacité énergétique et les choix en matière de conservation d'énergie.

Un système d'impôts véritablement écologique et coordonné dans toute l'Europe pourrait contribuer à changer le comportement des citoyens. Par exemple, un système d'écotaxes peut déboucher sur un meilleur équilibre économique entre les modes de transport émetteurs de gaz, comme les voitures, le transport routier, maritime ou aérien de marchandises, et des modes plus compatibles avec l'environnement, voire même basés sur les énergies renouvelables.

Le PSE lance une initiative permettant aux villes et aux régions de promouvoir une utilisation efficace de l'énergie dans les bâtiments publics, les transports publics et en matière d'urbanisme. Sur ce point, nous avons besoin d'initiatives de benchmarking qui contribuent à réduire la consommation d'énergie dans les zones urbaines, avec des stratégies d'urbanisme et de transport. Le PSE encourage un échange de meilleures pratiques entre autorités locales et régionales sur la façon dont on peut donner aux citoyens un rôle de premier plan dans nos efforts pour changer nos habitudes de consommation et réduire les gaz à effet de serre.



Promouvoir les énergies renouvelables

La demande en matière de technologies renouvelables et plus efficaces augmente constamment. **L'UE doit faire en sorte de préserver son avantage compétitif et de conserver son avance technologique dans ce domaine.** La meilleure façon d'y arriver est de créer un cadre réglementaire stable pour une expansion significative des énergies renouvelables dans l'UE qui donne aux investisseurs la confiance nécessaire pour qu'ils investissent davantage dans la R&D en matière d'énergie renouvelable et de capacité de production.

Le passage de combustibles fossiles vers des sources d'énergies renouvelables est une condition essentielle pour atteindre les engagements pris en matière de changements climatiques. Même si l'utilisation de ces nouvelles sources d'énergie exige de grands investissements, elle offre également de plus grandes opportunités économiques. La politique environnementale devient une politique économique parce que la lutte contre les changements climatiques impose de nouveaux investissements, la création de nouveaux emplois, de nouvelles technologies et de nouveaux marchés d'exportation.

Le rapport Stern pour le gouvernement britannique a indiqué que nous sommes confrontés à un choix simple : soit nous investissons dans les sources d'énergies renouvelables et dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, soit l'économie mondiale passera par la plus grave crise économique de l'histoire moderne. A long terme, il n'y a pas de contradiction entre des prix énergétiques abordables et une politique climatique progressiste. **Par conséquent, le PSE considère que les énergies renouvelables sont un élément-clé de sa nouvelle stratégie énergétique.**

Le PSE exige aux états membres de l'UE qu'ils augmentent leurs efforts, non seulement pour atteindre les objectifs existants mais aussi pour continuer de promouvoir les énergies renouvelables sur le long terme, en étudiant de nouveaux objectifs plus ambitieux. Nous appuyons l'ambition du Conseil européen du printemps 2006 d'augmenter la part d'énergies renouvelables à 15% et celle des biocombustibles à 8% pour 2015. La part de sources d'énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie pourrait augmenter jusqu'à 50% vers 2040. Un tel objectif ne peut être atteint que si tous les acteurs y souscrivent.

L'UE doit établir un cadre politique stable à long terme afin de donner aux investisseurs une orientation claire sur les domaines dans lesquels le marché doit investir. Ce cadre doit contenir un objectif européen en matière d'efficacité énergétique de minimum 20% d'amélioration et des objectifs sectoriels contraignants en matière d'énergies renouvelables afin d'arriver à la part de **25% de renouvelables en énergie primaire** pour 2020.



Les sources de bioénergies peuvent constituer une alternative écologiquement durable aux sources fossiles. La bioénergie a le potentiel de réduire notre dépendance par rapport au pétrole et au gaz. Elle a la capacité de réduire la pollution mais elle peut également exacerber une série d'autres problèmes environnementaux si elle n'est pas développée avec prudence. L'utilisation de la bioénergie doit répondre aux mêmes normes d'efficacité et d'émissions de carbone que les autres sources d'énergie. Le choix pondéré entre ces différentes sources d'énergie doit nous permettre de réduire les émissions de combustibles fossiles et ne pas conduire à la pollution des cours d'eau à cause de la fertilisation.

Les investissements dans la production et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables sont nécessaires pour créer une société écologiquement durable et ils peuvent également être bénéfiques pour la croissance et la création d'emploi. La biomasse constitue déjà la plus grande part des énergies renouvelables dans l'UE 25 et elle pourrait encore gagner en importance. Bien que les ressources et les conditions pour la production de biomasse varient grandement entre les pays européens, la bioénergie, sous quelle forme que ce soit, peut être produite pratiquement partout en Europe. Une utilisation accrue de biocarburants pour le transport et l'utilisation d'une plus grande partie des terres agricoles au sein de l'UE pour la production de bioénergie, lorsque cela s'avère rentable, sont des options particulièrement intéressantes. La production de bioénergie peut déboucher sur une augmentation des opportunités de travail dans les zones rurales.

Le niveau actuel d'éthanol dans l'essence de 5% par volume constitue un obstacle sérieux à la poursuite de l'objectif établi par le Conseil européen visant à augmenter la part de biocombustibles à 5,75% de tout le combustible utilisé pour le transport pour 2010. Il est par conséquent crucial que les règles actuelles soient changées afin que l'essence ordinaire contienne 1% de biocarburant.

L'UE doit allouer davantage de subventions à la recherche et au développement pour les combustibles alternatifs : le développement d'une deuxième génération de biocarburants exige un soutien politique et financier pour introduire ces biocombustibles sur les marchés. Rendre obligatoire l'utilisation des combustibles alternatifs serait une possibilité. L'UE avait déjà établi un objectif de 5,75% de parts de biocombustibles pour les voitures, les bus et les camions. De tels objectifs alliés à davantage de R&D ont un effet boule de neige : des objectifs sont fixés et ils encouragent les nouvelles technologies, et à leur tour, les nouvelles technologies permettent de fixer des objectifs plus ambitieux.



L'UE et ses états membres doivent :

- **Garantir un accès équitable de l'électricité renouvelable aux réseaux électriques nationaux**
- **Consentir davantage d'investissements publics importants dans le R&D dans les renouvelables**
- **Promouvoir l'utilisation de bioénergie en développant une approche politique cohérente couvrant l'énergie, le transport, l'agriculture, la sylviculture, le développement et le commerce**
- **Exploiter le plein potentiel des énergies renouvelables pour le chauffage et la réfrigération.**

Diversifier les énergies utilisées en Europe

Il n'existe pas une seule meilleure manière de garantir un approvisionnement en énergie durable. Les différents pays ont différentes solutions, selon ce qui leur convient le mieux. **Le choix énergétique de chaque pays dépend de sa taille, de son histoire, de son développement, de sa culture et de ses ressources naturelles et humaines; chacun doit cependant donner priorité aux énergies qui n'émettent que peu ou pas de CO₂ sans perdre de vue que l'utilisation de combustibles fossiles comme le pétrole, le charbon et le gaz naturel contribue à aggraver les changements climatiques.** Par conséquent, l'utilisation plus efficace de l'énergie et des énergies renouvelables est une priorité.

L'énergie éolienne, hydraulique et solaire constitue une partie importante d'énergies renouvelables dans le choix énergétique des pays européens. L'extension de l'utilisation de ces sources d'énergie dépend de circonstances naturelles et de choix politiques nationaux. Nous voulons profiter des synergies entre les programmes nationaux et européens afin de changer les choix d'énergies utilisées en conséquence partout en Europe.

Les sources d'énergie traditionnelles continueront d'être utilisées dans un avenir proche, même si la priorité est donnée aux énergies renouvelables. Les progrès technologiques peuvent réduire l'impact des combustibles fossiles sur l'environnement et le climat. Il faut encourager l'industrie à investir dans une technologie de carbone propre et de gazéification du carbone, avec capture et stockage du CO₂.

Les centrales thermiques doivent être plus performantes ; la cogénération et trigénération doivent être promues en utilisant la chaleur produite par l'activité industrielle ou même les installations de chauffage et de réfrigération à grande échelle. **L'utilisation plus rationnelle des sources d'énergies dominantes à l'heure actuelle pourrait contribuer de façon significative aux économies d'énergie et à l'efficacité énergétique,** ce qui réduirait également les émissions dangereuses pour l'environnement. Toute une gamme de nouvelles technologies innovatrices sont en train d'émerger et doivent être promues moyennant des politiques et des réglementations adéquates.



Les technologies d'énergie décentralisée vont probablement se développer et il est de notre devoir de contribuer à ce développement. La recherche en vue de systèmes de logement qui génèrent leur propre énergie, par exemple, mérite d'être approfondie.

L'énergie nucléaire est un élément important dans les choix d'utilisation des énergies pour plusieurs états membres de l'UE, alors que d'autres ont choisi de ne pas y avoir recours. Aussi, à l'avenir, le choix des sources d'énergie utilisées sera considéré comme une affaire de subsidiarité.

En Europe, des solutions à grande échelle devront être envisagées lorsque des décisions seront prises sur la rénovation des centrales électriques utilisant du combustible fossile et qui arrivent à la fin de leur cycle de vie technologique ou économique. **Nous avons besoin d'un cadre politique clair pour l'investissement dans les nouvelles centrales électriques.** La responsabilité du financement et de la mise en place technique des nouvelles centrales revient aux entreprises dans le secteur de l'énergie, toutefois.

3 - La valeur ajoutée : la dimension européenne de la politique énergétique

Une stratégie énergétique européenne commune n'est pas une fin en soi. Elle est nécessaire parce que l'Europe ne pourra garantir son approvisionnement en énergie et mettre en œuvre une stratégie efficace de lutte contre les changements climatiques sans une solidarité politique entre ses états membres. Nos consommateurs ont besoin d'une réglementation politique pour nos marchés de l'énergie afin de créer une concurrence effective qui puisse déboucher sur des prix tolérables. Les sociaux-démocrates anticipent les marchés.

Un marché commun européen augmente les chances d'arriver à un accord juste avec nos producteurs d'énergie dans le respect des intérêts mutuels. Il permettra également à l'Europe de développer une politique énergétique basée sur la solidarité avec les pays en développement. Seul à travers une action commune, l'Union européenne pourra faire face au défi mondial des changements climatiques et de l'insécurité d'approvisionnement. Ce n'est qu'à travers une coordination des efforts nationaux de recherche et de développement que nous pourrons accélérer l'introduction de nouvelles sources d'énergie durables. La seule manière viable de contrôler les monopoles dans le domaine de l'énergie est d'arriver à une action concertée de l'UE et de ses états membres. La stabilité de nos réseaux électriques dépend autant d'une action européenne commune que de notre sécurité d'approvisionnement en gaz et en pétrole. Ensemble, l'Europe peut utiliser ses avantages compétitifs sur les marchés mondiaux de l'énergie et de la technologie.



En l'absence d'une stratégie énergétique européenne claire, les états membres continuent de chercher leur propre avantage stratégique national sur la base de leurs choix politiques et de leurs impératifs nationaux et ainsi, ils ne laissent que **très peu d'espace à la coopération politique au niveau européen**. Cependant, un consensus est en train de naître sur le fait qu'il est nécessaire de définir une approche commune afin de relever ces défis même si le choix d'énergies utilisées reste une question de souveraineté nationale.

Nos institutions au niveau national et européen doivent assumer une responsabilité commune et lancer une politique publique offensive et à long terme en matière d'énergie. La qualité de la politique publique dans ce domaine, depuis sa conception jusqu'à sa mise en œuvre, sera la clé de son succès. Le prochain Conseil européen de printemps doit répondre à ces énormes attentes. **En mars 2007, les états membres doivent proposer une vision plus ample de l'intérêt commun européen dans le domaine de l'énergie, afin de placer l'achèvement du marché intérieur dans un cadre politique clair, faisant cruellement défaut à l'heure actuelle.** L'Union européenne peut compléter les stratégies nationales de façon efficace et créer ainsi une valeur ajoutée.

L'objectif commun de l'UE doit être d'arriver au meilleur choix d'utilisation des différentes sources d'énergie, un choix intelligent et viable, aussi peu coûteux et aussi efficace et écologique que possible. Au sein de l'UE, les défis énergétiques sont communs dans leur nature, malgré les situations quelque peu hétérogènes entre les états membres en matière d'énergie. Chaque état membre doit assumer ses propres responsabilités, selon ses propres ressources, ses conditions climatiques, hydrauliques, géologiques et géographiques, mais il doit le faire dans le cadre d'une stratégie commune européenne.

Résultat de l'évidente diversité entre les états membres, l'émergence des marchés de l'énergie régionaux (dans la péninsule ibérique, dans les pays nordiques et baltiques, en France, en Allemagne et dans les pays du Benelux) se poursuit. Le PSE approuve ce processus parce que la régionalisation du marché intérieur peut contribuer à accélérer le processus d'intégration du marché européen de l'énergie si aucune nouvelle barrière ne vient le freiner.

La libéralisation du marché de l'énergie dans l'UE n'a pas atteint les résultats escomptés jusqu'à présent. Les anciens monopoles nationaux ou régionaux continuent de contrôler l'accès de la concurrence à leurs réseaux. Un marché européen compétitif n'a pas encore été établi. Les consommateurs paient le prix de cet échec. Contrairement aux attentes, les prix n'ont pas automatiquement baissé. Ils continuent de varier de façon importante entre états membres. L'intégration du marché intérieur est très limitée en matière d'interconnexions entre les fournisseurs nationaux faisant partie d'un réseau européen de l'électricité et du gaz. L'amélioration du fonctionnement des marchés de l'énergie nationaux et régionaux doit toutefois constituer une priorité afin d'approfondir l'interconnexion. Il est également important que cette



interconnexion accrue s'accompagne d'une responsabilité nationale d'améliorer la production nationale d'énergies renouvelables. Un accès juste aux réseaux doit être garanti pour tous les producteurs d'énergie pour un marché interne fonctionnel de l'énergie.

Les marchés ne sont pas la seule solution. Puisque les producteurs d'énergie traditionnels continuent de contrôler la production et la transmission de l'électricité, du fait que la production et la distribution de l'énergie ne sont pas découplées, **le marché continue de faire obstacle à l'électricité produite par les producteurs d'énergies renouvelables** dans un certain nombre d'états membres. La liberté d'accès aux réseaux doit être garantie également au nom d'un marché interne fonctionnel de l'énergie.

Si les producteurs ne s'orientent pas vers cette direction, les gouvernements européens devront prendre en considération des mesures plus contraignantes pour découpler la production et la distribution d'énergie. Comme les récentes pannes de courant l'ont démontré, il est absolument urgent de garantir des interconnexions fiables dans l'infrastructure énergétique européenne afin que l'approvisionnement en électricité et en gaz soit assuré. La gestion des réseaux dans le cadre d'un marché libéralisé reste une activité régulée qui pourrait générer un rendement adéquat sur les bénéfices et qui pourrait faire l'objet d'une cotation en Bourse, afin de garantir son autofinancement. Dans ce cadre, le contrôle financier et opérationnel ne peut pas rester dans les mains des fournisseurs.

Les compétences et actions des organismes de contrôle nationaux doivent être coordonnées. Le cas échéant, il faut réfléchir à la création d'un organisme de contrôle européen. L'UE doit être capable de renforcer notre sécurité énergétique, garantir le développement de nos réseaux, programmer notre production et nos instruments d'approvisionnement, dans le but de garantir la possibilité d'acheter de l'énergie et stimuler nos capacités de recherche et d'innovation.

Pour l'Union européenne et ses états membres, un défi important sera de créer les circonstances stables et prévisibles pour promouvoir de plus grands investissements, nécessaires à garantir un approvisionnement en énergie sûr et durable pour les citoyens européens. Notre défi à tous est de combattre les changements climatiques dès à présent. Il relève de notre responsabilité de sauver notre planète. Pour les générations actuelles et futures.

